



Relations publiques, suite...

Les agences de relations publiques doivent démarcher ferme en Afrique. C. Coulon s'en prenait ici récemment à un numéro de *Jours de France* consacré à la glorification de Mobutu ; nous voudrions nous intéresser au Togo que le numéro 667-668 (août-sept. 1985) d'*Europe-Outremer* nous présente.

Les articles dus à la plume des responsables de la publication, D. Weiss et R. Taton, manifestent une totale absence d'esprit critique à l'égard des brevets d'autosatisfaction que se décerne à la louche le général Eyadema, « soldat de la paix ». Mais, manque de chance, comme au moment où sortait ce numéro des dizaines de personnes étaient emprisonnées à Lomé (voir nos deux numéros précédents) les journalistes se retirent prudemment derrière le relativisme culturel : au fond ce n'est pas à nous de juger ce qui se passe : « Comme toujours, il faut se garder de commettre l'erreur de juger de l'extérieur les événements africains sur la base de critères politiques et moraux étrangers »... Nul doute que des africanistes aussi éminents que Monsieur Foccart partagent une telle conception éclairée des sociétés africaines ! Les Togolais, « peuple bon enfant », sont très contents et respectent un « patron qui "selon la mentalité africaine" jouit d'un prestige renforcé par la "baraka" qu'il a eue lors des tentatives d'attentat qui le visaient ». Tout l'intérêt du numéro vient du décalage entre le discours complaisant — est-ce de la fausse naïveté ? — des articles généraux et les articles techniques où le bilan chiffré des erreurs du régime est présenté.

Seulement, et c'est là un joli tour de passe-passe, les journalistes interrogent le Président sur ses projets et non sur son bilan !

Aussi, comme les résultats économiques sont assez désastreux, malgré le satisfecit décerné par le FMI, le Président n'a plus qu'à se gargariser de paix et de stabilité. Je ne sais si les agences de relations publiques fournissent des listes de prix cherchant preneur, mais il faut le croire tant la liste de ceux reçus par Eyadema est éloquente ; le dernier en date est celui de l'Institut africain de droit international privé, ce qui ne laisse pas de faire une curieuse impression après les vagues d'arrestations récentes, bien que D. Weiss, toujours fidèle à la perspective du relativisme culturel, nous signale que « les conditions de la garde à vue et de l'arrestation des présumés coupables (sic) semblent soulever plus d'émotion en France qu'au Togo ». Ne faudrait-il pas cesser de confondre paix et stabilité avec crainte et répression ?

B. Kokouvi